

## **Proposition de Communication : Chefs traditionnels et promotion de la santé communautaire en Afrique**

Par **MEFIRE NSANGO Arouna**, Ph.D, Université de Dschang-Cameroun, E-mail : [arouna\\_70@yahoo.fr](mailto:arouna_70@yahoo.fr) , Téléphone : (+237) 699465981.

### **Résumé:**

La présente réflexion qui s'intéresse à la contribution des chefs traditionnels dans la promotion de la santé communautaire en Afrique s'appuie sur un contexte marqué par certaines mutations. Le contexte sociopolitique et économique est notamment marqué par l'accélération de la mondialisation, la crise économique des années 90, la résurgence des pandémies et épidémies. Ces mutations ont accentué le déficit de régulation de l'état central et le renforcement de la visibilité d'une nouvelle catégorie de régulateurs sociaux, en l'occurrence les chefs traditionnels. La mondialisation se positionne comme le premier pilier inscrit à cette fin. En effet, ce qui peut être convenu de nos jours d'être qualifié de « *mondialisation universelle* »<sup>1</sup> serait la résultante d'une série de péripéties historiquement situées. Pour le dire à la vérité, la mondialisation n'a pas commencé dans les années 90, c'est donc un phénomène qui plonge ses racines dans l'évolution de l'histoire de l'humanité. On serait donc tenté de dire des années 90 sous réserve de ses quelques zones d'ombre, qu'elles sont l'époque de consécration de la globalisation. La mondialisation se caractérise par l'interchangeabilité de flux financiers et économiques, de nouvelles technologies de l'information et de la communication, des personnes et de leurs biens en méconnaissance des frontières étatiques. Sous l'impulsion de la mondialisation, les chefferies traditionnelles s'ouvriront à l'international avec des répertoires d'actions variées. C'est notamment le cas au Cameroun du royaume Bamoun qui renforcera ses relations avec l'UNESCO, l'ISESCO et bien d'autres organisations internationales. Les chefferies Batoufam, Bamendjou et Bangoua gagneront du renforcement des liens avec leurs diasporas. Lesquelles diasporas constitueront des relais de leurs actions internationales en faveur de la promotion de la santé communautaire.

Le second élément à mettre en contexte est la crise économique des années 1990, laquelle s'est manifestée par l'accélération des déficits de régulation étatique et la prononciation du rôle supplétif des chefs traditionnels. La crise économique des années 1990 est une autre mutation qui favorise la résilience des autorités locales en renforçant leur

---

<sup>1</sup> Expression de Boniface, P., *La géopolitique. Les relations, internationales*, Eyrolles, 2011, P.167

positionnement comme leaders incontestables dans leur terroir. En effet, les économies de la plupart de pays africains qui ont connu de l'embellie dans les années 70, rencontrent des zones de turpitude dès la fin des années 80. La principale cause de cette situation en est la chute des coûts du pétrole sur le marché mondial.

Fabien Eboussi Boulaga caractérise cette période par l'endettement, le tarissement de recettes et de devises, l'effondrement des économies, un très haut endettement de l'État, ses besoins de financement insatiables, une inflation galopante, la surévaluation de la monnaie des agriculteurs accablés d'impôts, pénurie des produits d'importations indispensables, la réglementation des prix de production, faillite des services publics, des services financiers limités. À tout prendre, à l'intérieur des États, c'est le règne de l'insécurité, les grandes infrastructures sont à l'abandon, les routes sont impraticables car mal entretenues. Ainsi que l'on peut le voir à travers l'auteur, c'est le tissu économique dans sa globalité qui est entamé<sup>2</sup>.

De leur côté, les institutions financières internationales (Banque Mondiale, Fonds Monétaire Internationale) se montrent dorénavant très prudentes à l'endroit des États africains. Dès lors, ce retrait progressif de confiance se matérialise sur le terrain par un déploiement exponentiel d'assistants dédiés à la réalisation de quelques projets de coopération encore financés. Cependant, ces institutions assujettiront leur concours à l'observance des règles minimales de bonne gouvernance et de démocratie par les États bénéficiaires.

Cette crise siffle ainsi la fin de l'État providence, le « *Welfare state* », l'État social, pourvoyant au bien-être de ses populations en restreignant strictement ses fonctions à ses missions régaliennes. Parallèlement, avec ce retrait de l'État bien proche de sa démission de ses fonctions sociales, l'on voit s'enraciner le pouvoir traditionnel qui le supplée auprès des populations par diverses initiatives comme nouvelle catégorie de régulateurs.

Le troisième élément à prendre en compte serait la résurgence des infections, pandémies, épidémies et autres maladies. Cette palette s'est élargie depuis 2019 avec l'apparition du corona virus dont la lutte demandait une mobilisation globale. Autrement dit, les États africains pris individuellement ne pouvant repousser cette pandémie, ont initiés des politiques visant à mener des actions concertées avec toutes les strates de la société. C'est ainsi que les chefs traditionnels, dans leurs missions d'administrateurs de brousse y ont été associés. Ces derniers ont notamment sensibilisé les populations sur le renforcement des règles d'hygiène et de propriété prescrites.

---

<sup>2</sup> Eboussi, B., F., *La démocratie de transit au Cameroun*, Harmattan, 1997, Pp.407-419

Ces éléments contextuels pris en considération, la présente communication se propose d'analyser comment les chefs traditionnels œuvrent pour la promotion de la santé communautaire en Afrique. Pour y parvenir, notre réflexion s'appuiera notamment sur le transnationalisme, les méthodes de sociologie historique et de néo-institutionnalisme historique avec un parti pris pour les études de cas, une déclinaison de la méthode comparative. Ces méthodes permettront de démêler l'écheveau des informations glanées sur le terrain à l'aide de techniques qualitatives (entretiens semi-directifs, observations directes, participantes et non participantes...) et de la consultation de quelques documents de première main. L'hypothèse plausible serait que les chefs traditionnels œuvrent pour la promotion de la santé communautaire en Afrique à travers notamment l'ouverture des cases de santé, la sensibilisation des populations sur l'hygiène, la prévention et la lutte contre les maladies...

De façon détaillée, l'étude de Bertrand Salifou montre comment certains chefs du Niger et du Burkina Faso œuvrent pour la promotion de la santé communautaire en accompagnant l'UNICEF dans la sensibilisation des populations sur l'hygiène, la prévention et la lutte contre les maladies...<sup>3</sup> L'auteur relève que ce recours fait aux chefs part du fait UNICEF que derniers sont de puissants vecteurs de toute initiative dans leurs terroirs, leurs consignes étant suivies par les populations.

Au Cameroun, certains chefs traditionnels vont bien au-delà de l'accompagnement des institutions internationales dans la sensibilisation des populations sur l'hygiène, la prévention et la lutte contre les maladies..., en facilitant l'ouverture des centres de santé et leur approvisionnement en matériels. C'est le cas du sultan des Bamoun, Sa majesté Ibrahim MBOMBO-NJOYA ; des chefs Batoufam, NAYANG TOUKAM Innocent ; Bangoua, Sa majesté DJAMPOU TCHATCHOUANG Anick Julio et Bamendjou, Sa majesté SOKOUDJOU Jean Rameau.

Le Sultan Ibrahim MBOMBO NJOYA a ouvert l'hôpital du palais des Rois Bamoun(HPRB). En réalité, cet hôpital est le fruit de la coopération entre le sultan roi des Bamoun et le conseil général des hauts de seine dirigé en cette période par Charles PASQUA, l'ancien Ministre français de l'intérieur par ailleurs très proche du Sultan Ibrahim Mbombo Njoya. Erigé sur les cendres du cabinet de soins installé en son temps à l'intérieur du palais, cette infrastructure sanitaire ouvre officiellement ses portes en décembre 1996 pendant les

---

<sup>3</sup> -Salifou, B., Les chefs traditionnels et leur participation au pouvoir politique en Afrique, Thèse de Doctorat en Science politique, Faculté de Droit et Science politique, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2006-2007.

grandes journées traditionnelles et culturelles du peuple bamoun. Son paquet d'activités le rapprochant d'un centre médical d'arrondissement (CMA), cet hôpital présente en son sein la presque totalité de services : hospitalisation, chirurgie, soins dentaires, pédiatrie, pharmacie... Crédité d'une fréquentation de 578 malades au mois de juillet 2021, cet hôpital animé au quotidien par 46 personnels d'astreints dont un médecin cardiologue, un médecin généraliste, 12 aides-soignants, un infirmier breveté, 01 sage-femme accoucheuse, 1 infirmière supérieure, 2 infirmiers diplômés d'Etat et quelques paramédicaux ; a enregistré au cours de ce même mois 80 naissances.

A Batoufam, le chef NAYANG TOUKAM Innocent avec l'aide d'une généreuse française a fait construire un centre de santé en attente d'autorisation d'ouverture de la part du ministère de la santé publique. Dans cette même veine, la coopération avec l'ONG française *un Avenir un enfant* a abouti aux travaux d'extension du centre de santé intégré de Batoufam avec la construction d'un nouveau bâtiment. Par ailleurs, cet hôpital et nombreuses autres formations sanitaires de ce village reçoivent régulièrement des matériels de divers partenaires internationaux engagés dans la coopération avec le chef.

De leur côté, les chefs SOKOUDJOU Jean Rameau de Bamendjou et DJAMPOU TCHATCHOUANG Anick Julio de Bangoua dans leurs actions de promotion de la santé communautaire se limitent pour le moment en grande partie à la sensibilisation des populations sur les règles d'hygiènes, de prévention et de lutte contre les maladies. D'autre part, ils attendent des dons pour l'essentiel composés des matériels de santé en direction des formations sanitaires logées dans leurs territoires respectifs. Ces derniers n'ayant pas encore facilité la construction des centres de santé comme on l'a vu avec le sultan des Bamoun et le chef Batoufam.